

Solidaires en action N° 69

Le 21 novembre 2011

Unité syndicale le 13 décembre, mais il faut une suite !

Mandatée par les Bureaux nationaux mensuels, et par une conférence téléphonique tenue avec les organisations nationales et les Solidaires locaux la veille de la réunion intersyndicale, la délégation Solidaires a signé le communiqué unitaire du 18 novembre. Aucune des autres organisations syndicales n'a proposé d'inscrire une éventuelle action en décembre dans une perspective plus large ; pourtant, **nous avons besoin, face aux graves attaques envers nos droits, face à la destruction des services publics, de la protection sociale, etc., de construire un mouvement social dans la durée.** Nous avons obtenu qu'une nouvelle rencontre intersyndicale soit organisée après le 13 décembre, pour « envisager de nouvelles initiatives en janvier ». Evidemment, chaque organisation syndicale n'a pas la même idée sur ces « nouvelles initiatives ». **A nous de peser, pour qu'elles soient à la hauteur des enjeux. Ce ne sont pas réunions intersyndicales en elles-mêmes qui sont décisives pour cela, mais la dynamique que nous aurons pu créer sur les lieux de travail.** Ci-dessous le communiqué :

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement. L'austérité en France et en Europe n'est pas la solution à la crise. Au contraire, elle risque d'entraîner la récession. Le gouvernement décide de mesures dans le domaine social sans rencontrer ni entendre les organisations syndicales. Il fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales. Après la taxe sur les complémentaires, les remboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de l'assurance maladie, la diminution des prestations sociales, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics », en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction publique et en tentant d'opposer les uns aux autres.



CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA décident d'agir ensemble pour s'opposer à ces mesures et obtenir d'autres solutions. Avec un appel commun, elles s'adresseront aux salariés pour interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1^{er} au 15 décembre. Dans ce cadre, le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements. **CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, se retrouveront rapidement après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble, de nouvelles initiatives en janvier.**

Salaires : De l'argent, il y en a, il faut le répartir autrement !

Dans toutes les entreprises et aussi dans la Fonction Publique, la quasi-totalité des négociations salariales tournent à la parodie. Les directions répètent les mêmes balivernes « *c'est la crise, on ne peut pas faire plus pour les salaires* ». La « crise » est un prétexte fallacieux : ce n'est pas la crise actuelle du système capitaliste qui explique que **depuis 30 ans la part des salaires a diminué au profit de celle réservée aux actionnaires**. Et aujourd'hui même, « *en temps de crise* », **une minorité continue à engranger des bénéfices faramineux, à percevoir des rémunérations extravagantes, à confisquer le fruit du travail de tous**. L'Union syndicale Solidaires a décidé de lancer une campagne nationale « salaires » : des tracts et affichettes vont être publiés à un rythme soutenu, de quoi s'adresser aux salarié-e-s, faire vivre les panneaux syndicaux, organiser des diffusions devant des entreprises où nous ne sommes pas encore implantés ...

Délai de carence ou constat de carence sociale ?

Poursuivant la politique démagogique consistant à dénoncer des « coupables », le gouvernement prétend s'attaquer à la fraude sociale. Il ne vise pas les patrons, les actionnaires qui volent la Sécurité Sociale et détournent, pour leur profit exclusif, des milliards chaque année. Il n'évoque pas plus la fraude fiscale, sport favori des mêmes. **Il s'attaque aux salarié-e-s exténué-e-s par les conditions de travail qu'on leur impose, par le stress dû aux organisations du travail inhumaines.**

Le gouvernement a décidé de nous imposer une journée supplémentaire non rémunérée, en cas de maladie.

Patronat et gouvernement nous exploitent jusqu'à ce que nous n'en puissions plus, et ils veulent nous pénaliser lorsque les médecins doivent nous délivrer un arrêt de travail !

Le Président de la République répète son agacement à l'égard des fraudeurs, et son souci de ne pas perdre le moindre centime d'euros. Mais, si l'an dernier, le gouvernement a détecté « pour un montant de 458 millions d'euros » de fraude aux prestations sociales, il omet de dire qu'il ne fait rien pour véritablement juguler la fraude fiscale qui se situe (chiffres validés par le Conseil des Impôts) entre 45 et 50 milliards d'euros par an.

Chimie/Pharma : 5 semaines de grève à *SANOFI* Elbeuf (76)

Après avoir cédé très rapidement sur des embauches (ce qui avait eu l'avantage pour elle de faire sortir la CFDT du mouvement), la direction est rentrée dans une guerre de position : refus de discuter de la revendication salariale, en pariant sur l'épuisement du mouvement. En parallèle, ses tentatives des premières semaines de contourner le mouvement en faisant tourner les unités dans des conditions plus que limite (avec un effectif extrêmement réduit et majoritairement d'intérimaires) ont fini par avorter grâce à la ténacité des délégués SUD et CGT et d'une mise en demeure de l'inspection du travail.

Voyant que le mouvement ne s'essouffait pas, la direction a tenté une manœuvre, en annonçant des « discussions » (les négociations sur les éléments de rémunération ne se font qu'au niveau du groupe). Mais la direction n'a proposé qu'une mesurette, alors que pour une remise à niveau du le salaire de base il y a besoin d'environ 150 €. Cette provocation a eu pour effet de remettre dans la grève des salarié-e-s qui avaient arrêté et d'autres qui n'y étaient pas encore rentré-e-s !

Alors que jusqu'à présent la grève était reconduite à chacune des 2 A.G. hebdomadaires (à l'unanimité à chaque fois), elle est devenue illimitée. La tension est palpable en fabrication entre grévistes et non grévistes (surtout la maîtrise). Mais la bonne nouvelle, c'est que des salarié-e-s de journée, qui faisaient grève épisodiquement au début, ont rejoint le mouvement à 100% et assistent à toutes les assemblées générales.

Après un mois de grève, les grévistes disent ne plus en être à une semaine ou deux près. Tandis que pour l'activité (pénalisée à plus de 50%) c'est dramatique. **Il n'y a plus de produits, les commandes ne sont pas honorées, certains clients vont voir ailleurs. C'est pourquoi la direction a annoncé mercredi dernier qu'elle était prête à discuter de toutes les revendications des grévistes afin d'y apporter une réponse globale ... mais à condition que le mouvement cesse immédiatement.** Le lendemain, en A.G., les grévistes ont refusé de se passer de la seule arme dont ils disposent. Toutefois, ils ont proposé de faire un geste en suspendant momentanément la grève à l'ouverture des discussions : refus de la direction de « céder au chantage des syndicats » ! A suivre...

De l'argent, il y en a chez Sanofi
résultat net du premier semestre : 4,32 milliards €
revenu 2010 du patron (Viehbacher) : 8,3 millions €

La Poste (91) : 3 jours de grève, les acquis sont maintenus

Deux bureaux de poste de l'Essonne ont connu 3 jours de grève, mi-novembre : les postier-e-s d'Orsay et de Gif ont pris leur destin en mains et géré ensemble leur grève. Les piquets de grève se sont tenus alternativement sur une ville ou sur l'autre, mais ensemble. Les négociations ont été communes et la décision de continuer ou d'arrêter la grève, simultanée.

Orsay a déjà vécu 15 jours de grève en 2010 pour maintenir son cycle de travail : une semaine de repos toutes les 9 semaines (38h54 par semaine)... L'accord de l'époque (signé par SUD) se terminait début 2011. Une première mobilisation avait permis de repousser l'échéance à novembre 2011 par la signature d'un avenant. **Gif aussi s'était déjà mobilisé en 2009** et avait arraché un accord (signé par SUD et FO) au bout de 3 jours de grève permettant aux facteurs et factrices de **bénéficier d'un vrai samedi de repos en plus d'un lundi-mardi toutes les 8 semaines (37h37 par semaine).**

Le nouveau directeur avait prévenu dès son arrivée, en 2010 : « je mettrai fin à la semaine de repos à Orsay et il n'y aura plus de samedi non-sécable à Gif ». L'histoire lui a déjà donné tort ! **Grâce à 3 jours de grève ultra-majoritaire sur les deux sites, les postier-e-s d'Orsay maintiennent la semaine complète de repos toutes les 9 semaines.** Mieux, le nouvel accord étend le nombre de personnes concernées. L'accord est à durée indéterminée (ce qui protège les agents pour au moins 18 mois). **A Gif, les agents obligent La Poste à maintenir le samedi non sécable jusqu'en octobre 2012 ... au moins. Les grévistes sauvent aussi 6,5 emplois par leur action.**

Le mouvement était soutenu par SUD, FO, CFDT.
SUD représente 83 % du personnel, FO 6,6 %, la CFDT 5 % ; la CGT n'a pas répondu à l'invitation.

Caisse d'Epargne Ile-de-France : grève unitaire le 2 décembre

Jamais les conditions de travail n'ont été aussi précaires et dégradées. On dénombre **sept tentatives de suicides en plus du passage à l'acte d'un salarié en début d'année.** Ce triste bilan va de pair avec une situation de déliquescence de l'entreprise jamais égalée. Celle-ci se traduit notamment par des réorganisations incessantes depuis 2008, des licenciements, suppressions de postes, la mobilité forcée, la désorganisation totale du siège et du réseau.

Obsédée par le benchmark et les profits, les yeux rivés sur les tableaux statistiques, **la direction a sciemment transformé l'entreprise en une machine à broyer les individus, leur éthique et leur santé physique et mentale :** lettres de menaces adressées par le directeur du réseau aux directeurs d'agence les mettant directement en cause dans leur capacité à gérer leur unité de travail, menaces de rétrogradation sur les conseillers financiers et commerciaux, mises en causes individuelles de salarié-e-s dans leur activité quotidienne, politique sociale délétère et politique de rémunération inexistante. Cela ne peut plus durer. **SUD, CGT, UNSA appellent à une grève le 2 décembre, pour mettre fin à cette situation intolérable !**

Valenciennes (59) : l'union locale Solidaires dans l'action !

Pour les militant-e-s Solidaires de Valenciennes, il y avait deux manifestations pour un seul samedi, le 19 novembre. D'une part, en soutien à un militant des PFG menacé de licenciement, d'autre part contre la fermeture de SEVELNORD.

Charly, salarié des *Pompes Funèbres Générales* de Valenciennes, est en mise à pied conservatoire depuis le 27 octobre, menacé d'une sanction qui pourrait aller jusqu'au licenciement. Le patron des *Pompes Funèbres Générales* de Valenciennes veut se venger de la grève de début septembre. Devant la « menace » du rassemblement soutenu par Solidaires, FSU, CGT Métallurgie, il avait déménagé ses véhicules et même ses cercueils ! Devant l'agence, dans laquelle les dirigeants des PFG s'étaient enfermés, **les militant-e-s ont réaffirmé leur solidarité avec Charly, et exigé le paiement des jours de mise à pied conservatoire, dans l'attente de la réintégration au sein de l'entreprise.** D'autres actions sont prévues...

Ensuite avait lieu la manifestation organisée par les syndicats de SEVELNORD. Ils refusent la fermeture de l'usine, les suppressions d'emplois à SEVELNORD et chez les équipementiers qui travaillent en sous-traitance. Notre syndicat Solidaires Industrie a ainsi été appuyé par des camarades d'autres secteurs professionnels. **Allier la lutte dans l'entreprise et le combat interprofessionnel est une nécessité. Quand de plus l'unité syndicale est réalisée, comme dans ces deux exemples, c'est encore mieux !**



H&M vend du luxe, mais les salarié-e-s sont dans la misère

H&M a dépensé des sommes folles pour acheter la collection Versace, présentée le 17 novembre ; mais il est vrai qu'avec un chiffre d'affaires de 800 millions d'euros on peut faire des choses ... Dans le même temps, les patrons d'H&M (qui se partagent un bonus de 520 000 €) annoncent aux salarié-e-s que la prime de participation est divisée par 4, que la prime d'intéressement est diminuée, que l'augmentation de 15 € bruts est la seule pour cette année ! **Ce scandale est dénoncé par les sections syndicales FO, CGC, CGT, SUD, qui s'adressent au personnel, mais aussi aux client-e-s qui ne savent pas que celles et ceux qui les servent gagnent pour la plupart 1 000 € par mois !**

Droit à l'avortement : Tenon bon !

Depuis septembre, des petits groupes intégristes catholiques organisent une campagne contre le centre d'Interruption Volontaire de Grossesse de l'hôpital Tenon à Paris, prétendant s'installer à la porte de celui-ci pour faire pression sur la population et sur les hospitaliers. Il s'agit pour eux d'un symbole : en 1987 Tenon était le premier centre d'IVG saccagé par un commando composé des mêmes intégristes catholiques.

Ces attaques s'inscrivent dans l'offensive de l'extrême-droite contre les libertés : ils et elles veulent empêcher la représentation d'une pièce de théâtre jugée blasphématoire, refusent l'introduction du concept scientifique de genre dans les programmes scolaires, ou encore entendent maintenir les femmes dans un rôle de reproductrices.

Mais l'extrême droite n'a pas le monopole de la remise en cause des droits : rappelons que **ces 10 dernières années 149 centres d'IVG ont été fermés dans le pays, et la loi Bachelot renforce et élargit la logique de démantèlement du service public hospitalier.** Sur le 20^e arrondissement de Paris, le centre IVG de Tenon a été fermé en 2009 et n'a pu rouvrir que grâce à la mobilisation des organisations syndicales SUD Santé sociaux et CGT, des habitant-e-s, de nombreuses associations, d'élue-e-s. Depuis sa réouverture en 2011, le centre ne désemplit pas, preuve de sa nécessité.



Une nouvelle fois, le 19 novembre plus de 200 militant-e-s (Solidaires, FSU, CNT, CGT, organisations politiques, collectif citoyen, habitant-e-s du quartier) étaient présent-e-s pour empêcher les intégristes de s'approprier la rue. La trentaine de nostalgiques de la période où les femmes étaient obligées d'avorter clandestinement et dangereusement et leur escorte de nervis de différents groupes d'extrême droite n'ont pu accéder à l'hôpital. Ils ont annoncé leur intention de revenir le mois prochain, **nous y serons aussi : nous ne voulons les fachos ni dans, ni devant les hôpitaux !**

Education Nationale : vers une grève nationale le 15 décembre

Les organisations syndicales CGT Educ'action, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, SNLC-FO, SUD Education, réunies le 17 novembre dans le cadre d'une intersyndicale du second degré, ont condamné unanimement les projets de textes sur l'évaluation des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation que le ministère veut imposer dès la rentrée 2012. **Sous couvert d'évaluation, c'est une vision du système éducatif fondée sur la performance individuelle que portent ces projets.** Ainsi dans le second degré, la fin de double évaluation reviendrait à reléguer au dernier plan ce qui constitue le cœur du métier, à savoir le travail en classe avec les élèves dénaturant ainsi profondément les métiers de l'éducation.

Les organisations syndicales CGT Educ'action, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, SNLC-FO, SUD Education appellent les personnels dans les établissements à faire connaître les projets ministériels, à **se réunir en assemblée générale et à se mobiliser.** Elles sont déterminées à organiser une riposte forte et rapide pour exiger le retrait du projet. **Elles appellent à signer massivement la pétition unitaire et ont mis en perspective une grève le 15 décembre des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et d'orientation.** Le SUNDEP Solidaires s'est associé à ce communiqué.

PSA : Solidaires à l'initiative d'un rassemblement national

Solidaires industrie et les syndicats SUD PSA ont organisé un rassemblement le 15 novembre, devant PSA où se tenait un CCE.

Plus de 600 salarié-e-s de PSA étaient présent-e-s. L'intersyndicale de PSA Aulnay (CGT, CFDT, SUD, CFTC, SIA, FO) appelait au rassemblement. Plusieurs délégations des autres sites de production de PSA étaient également au rendez-vous, dont les salarié-e-s de Melun, qui ont appris la fermeture définitive de leur site. Des délégations SUD des entreprises sous-traitantes de PSA étaient là, comme Lear Corporation, Sevelnord, ISS, et ont rappelé l'importance d'unifier la lutte de tous les salarié-e-s de l'automobile. Venus en soutien, des syndicalistes de Renault, ont rappelé que ce plan de suppressions d'emplois était quasiment le même qu'ils avaient connu auparavant. La délégation nationale de l'Union syndicale Solidaires a rappelé notre soutien et salué la résistance et le courage des salarié-e-s en grève. Ce rassemblement a eu le mérite de rappeler à PSA que les salarié-e-s n'accepteront jamais de telles mesures, et qu'il est urgent de mener une autre politique industrielle, notamment en redistribuant les richesses et en préservant l'emploi. **Les syndicats SUD de PSA poseront les bases d'une journée de grève nationale partout à PSA début 2012, pour donner une suite à ce mouvement.**

SNCF : Partout en France, Solidaires s'adresse aux usagers

En 1997, la casse de la SNCF matérialisée par la création de Réseau Ferré de France a mis en place une organisation du système ferroviaire dangereuse, stupide, inefficace. Pour un mode de transport guidé comme le chemin de fer, **éclater la gestion de l'infrastructure et l'exploitation ferroviaire entre deux entreprises aux intérêts opposés est une ineptie.**

Le même dogmatisme technocratique va amener un changement de service dans des conditions catastrophiques, le 11 décembre. **Sur tout le territoire, 70% des horaires de trains sont modifiés ;** les roulements des cheminot-e-s sont aussi impactés. La direction SNCF et le gouvernement généralisent le « cadencement » ; ce n'est pas une idée à repousser par principe, mais d'une part l'appliquer partout n'a pas de sens, d'autre part sa mise en œuvre nécessite des moyens qui n'ont pas été dégagés.

C'est pour les mêmes raisons que la privatisation est présentée comme inéluctable et bénéfique. Pourtant, tout montre que c'est l'inverse : l'exemple du fret ferroviaire déjà privatisé, qui ne permet pas de gagner du trafic par rapport à la route ; celui du gaz, dont le prix payé par l'utilisateur a augmenté de plus de 50% depuis la privatisation.

L'Union syndicale Solidaires, avec la fédération SUD-Rail, s'adresse aux usagers. **Durant la semaine du 28 novembre au 2 décembre, les Solidaires locaux diffusent un tract national dans un maximum de gares : « usagers, cheminot-e-s, quel chemin de fer voulons-nous ? »**

